

Rapport Développement Durable 2019

La loi Grenelle II du 12 juillet 2010 porte sur les engagements pour l'environnement au niveau national et soumet les Etablissements Publics de Coopération Intercommunale à fiscalité propre (EPCI FP) de plus de 50 000 habitants à la présentation, préalablement au débat sur le projet de budget, d'un rapport sur la situation interne et territoriale en matière de développement durable. Le décret du 17 juin 2011 et la circulaire du 3 août 2011 précisent le contenu du rapport et les modalités de présentation à l'organe délibérant.

La communauté d'agglomération Tarbes Lourdes Pyrénées est issue de la fusion de sept EPCI FP (les communautés de communes de Batsurguère, Bigorre Adour Echez, Canton d'Ossun, Gespe Adour Alaric, Montaigu et Pays de Lourdes et la communauté d'agglomération du Grand Tarbes). Notre territoire mène depuis plusieurs années une politique volontariste en faveur du développement durable : adoption du Plan de Déplacements Urbains (PDU) en 2007, adoption de l'Agenda 21 couplé à la Convention Territoriale de Développement en 2009, engagement dans un Plan Local de l'Habitat (PLH), engagement dans un Plan Climat énergie Territorial (PCeT) en 2010, étude pour l'élaboration du Plan Climat Air Energie Territorial (PCAET) depuis 2017, Plans Locaux d'Urbanisme Intercommunaux (PLUI) sur le canton d'Ossun et le Pays de Lourdes, étude pour le Plan Local d'Urbanisme Intercommunal Habitat et Déplacements (PLUIHD) sur toute l'agglomération, Territoire à Energie Positive et croissance verte (TEPcv) au Grand Tarbes et Pays de Lourdes ...

I - Stratégie et actions de Tarbes Lourdes Pyrénées sur son territoire :

I – 1 Des actions qui répondent aux finalités de développement durable

I – 1 – 1 Au regard de la lutte contre le changement climatique :

Des communes ont continué la mise en conformité des points d'arrêt avec le SDA-ADAP du réseau urbain ALEZAN.

Des rencontres ont été réalisées avec les associations représentant les personnes handicapées afin de mieux comprendre leurs besoins et ainsi faciliter leur accès au réseau. Un travail en partenariat avec nos délégataires et les associations d'handicapés est engagé.

La candidature de la CA TLP à l'appel à Projet Vélo et territoire a été retenue.

A ce titre, elle bénéficiera de financements afin de réaliser un nouveau Schéma Directeur des Itinéraires Cyclables sur la totalité du territoire et ainsi développer l'usage du vélo.

Pour permettre la réalisation de ce schéma, un chargé de mission vélo et mobilités douces est recruté. Il aura pour mission de travailler à la réalisation de ce schéma, d'assister les communes dans la prise en compte des itinéraires cyclables lors de la réalisation des travaux de voirie, et de travailler avec les EPCI voisins pour assurer les liaisons cyclables entre les territoires.

Soucieuse de tout mettre en œuvre pour diminuer la production des GES sur le territoire, la CA TLP a acquis en 2019 un bus hybride.

Cet investissement est un premier pas vers des transports plus verts.

En effet, les bus qui seront achetés et/ou renouvelés au cours de la délégation respecteront la norme Euro 6 plus respectueuse de l'environnement.

Il est également envisagé d'investir dans des bus électriques ou à hydrogène.

La diminution de production des GES passe également par une diminution de la pratique de l'autosolisme. C'est pourquoi, il est prévu d'étendre le réseau de transports en commun à l'ensemble du territoire par le biais des transports urbains ou du transport à la demande.

En 2019, la Communauté d'Agglomération Tarbes Lourdes Pyrénées a adhéré au pôle de compétitivité DERBI qui réunit en région Occitanie-Pyrénées Méditerranée, les entreprises, laboratoires, universités, centres de formation, fédérations professionnelles, organismes financiers et collectivités territoriales impliqués dans le développement de la filière des énergies renouvelables. Il a pour mission de développer, au niveau régional, national et international, l'innovation, la recherche, la formation, le transfert de technologie, le développement et la création d'entreprises dans le domaine des énergies renouvelables appliquées au bâtiment et à l'industrie. Une animation sur l'hydrogène et la mobilité a été organisée dans ce cadre le 19 novembre 2019.

Que ce soit pour l'adaptation au changement climatique ou la réduction des émissions de gaz à effet de serre, Tarbes Lourdes Pyrénées a évalué les actions du Plan Climat énergie Territorial du nord de son territoire et a lancé la réflexion, mi-octobre 2017, pour le Plan Climat Air Energie Territorial qui sera adopté début 2020.

80 % des actions prévues par le PCeT de l'ex Grand Tarbes sont en œuvre sur le territoire à ce jour. Le PCeT a permis de tisser des liens particuliers avec bon nombre de structures du territoire: SDE65, SYMAT, SMTD65, EIE, ADIL, ENEDIS, GRDF, EDF, autres collectivités du territoire ...

Le Plan Climat Energie Territorial (PCAET) succède au PCET en renforçant bon nombre de points du diagnostic, en intégrant les aspects de qualité d'air et en s'imposant à tous les EPCI de plus de 20 000 habitants. Les EPCI issus de la Loi NoTRE ont jusqu'au 31 décembre 2018 pour élaborer le document. Le PCAET est un projet territorial de développement durable qui a pour finalité la lutte contre le changement climatique. Institué par le Plan Climat national et repris par les lois Grenelle, et la loi de transition énergétique pour la croissance verte, c'est un cadre d'engagement pour le territoire. L'EPCI CA TLP est coordinateur de la transition énergétique sur le territoire. Il doit donc animer et coordonner les actions du PCAET.

Le PCAET vise deux objectifs :

- l'atténuation : limiter l'impact du territoire sur le climat en réduisant les émissions de gaz à effet de serre (GES) ;
- l'adaptation : réduire la vulnérabilité du territoire.

Un PCAET comporte des objectifs chiffrés de réduction des émissions de GES et d'adaptation du territoire de la communauté d'agglomération dans des temps donnés :

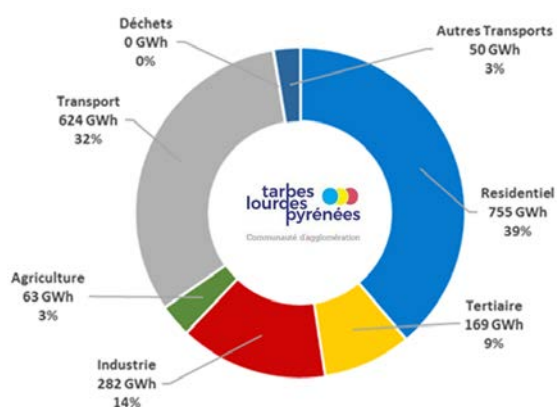
- Pour 2030 : réduire de 30 % les émissions de GES ; améliorer de 30 % l'efficacité énergétique ; porter à 26 % la part des énergies renouvelables dans la consommation finale d'énergie.
- Pour 2050 : Baisser de 65% ses émissions de GES.

L'atteinte de ces objectifs implique d'engager un effort soutenu dès aujourd'hui et de poser les bases d'un travail prospectif et collectif avec une ambition qui est de faire émerger une vision du territoire de la CA TLP à long terme et la trajectoire pour l'atteindre.

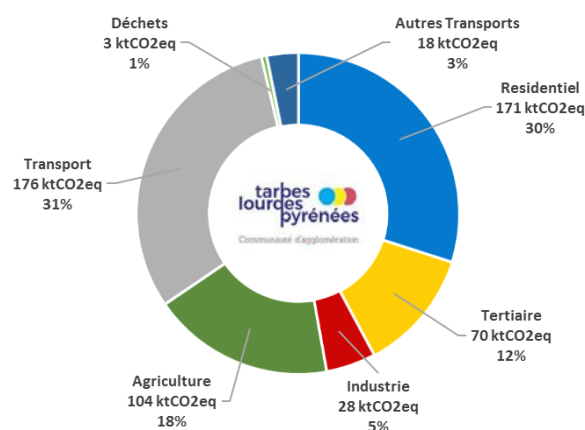
Le diagnostic des consommations d'énergies et des émissions de gaz à effet de serre a montré que la consommation énergétique totale est de 20,4 MWh/habitant légèrement en dessous de la moyenne régionale d'Occitanie. Les éléments de diagnostic des

consommations d'énergies mettent en avant l'impact des secteurs résidentiel, transports et industrie qui représentent 85 % des émissions énergétiques. Les secteurs résidentiels, transports et le secteur tertiaire sont les plus consommateurs d'énergies et émetteurs de gaz à effet de serre, avec une très forte dépendance du secteur des transports aux produits pétroliers.

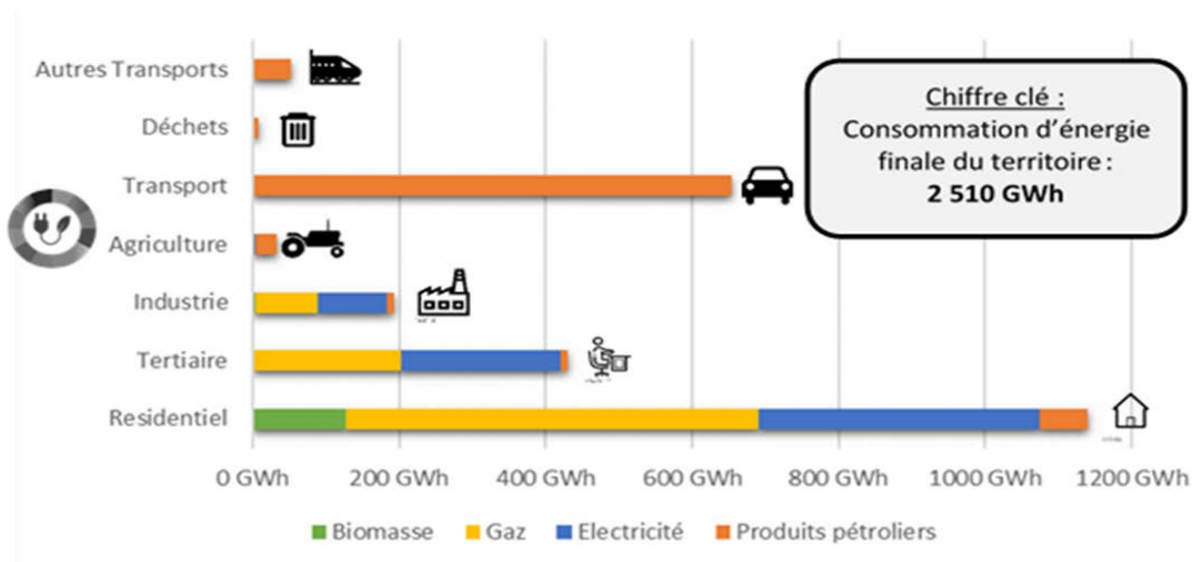
Il est intéressant de constater l'impact très significatif des émissions non énergétique du secteur agricole ; sa consommation d'énergie ne représente que 3%, toutefois en termes d'émissions de gaz à effet de serre le secteur est le troisième secteur le plus émissif avec 18%.



Consommation d'énergie
(source AREC CA TLP, 2018)

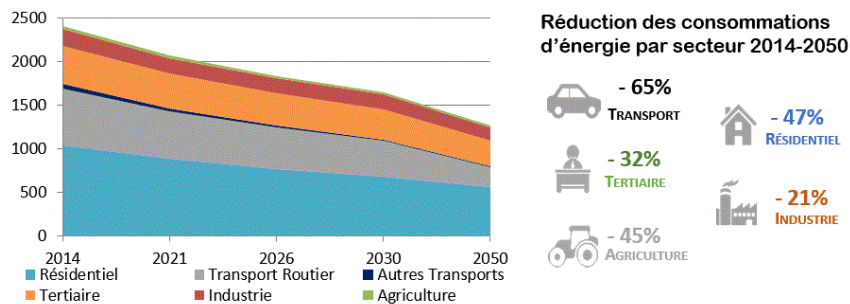


Emissions de gaz à effet de serre
(source AREC CA TLP, 2018)

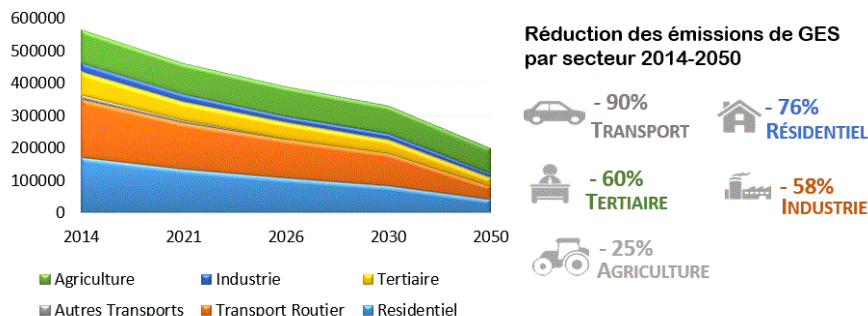


La stratégie énergétique du territoire définie l'été 2018 est la suivante :

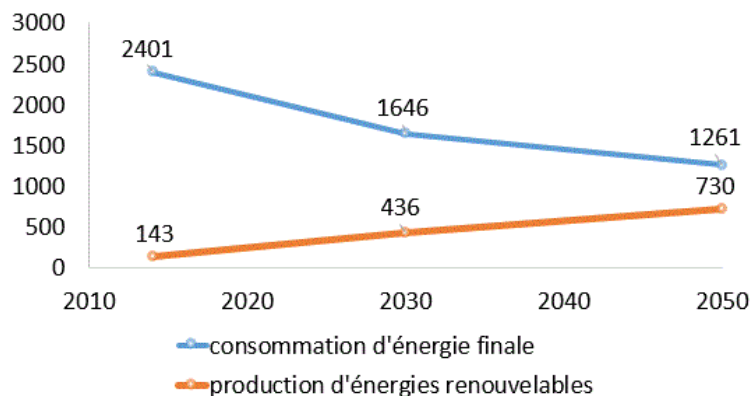
- Réduire de 47% les consommations énergétique sur le territoire de la CA TLP à l'horizon 2050.



- Réduire de 65% les émissions de gaz à effet de serre sur le territoire de la CA TLP à l'horizon 2050



- Développer fortement les énergies renouvelables sur le territoire de la CA TLP. A l'horizon 2050, la production d'énergies renouvelables sera multipliée par 5 et par 3 d'ici à 2030.



La CA TLP est appuyé par la SPL AREC au travers du contrat de prestation intégrée pour l'assistance à la réalisation du plan d'actions et de son évaluation, notamment celle de mi-parcours en 2022.

En cette phase d'élaboration du document, la CA TLP a défini la gouvernance suivante :

Le comité technique est composé de tous les services du « pôle attractivité territoriale », des structures portant les compétences transférées, la Région et l'Etat (DDT 65). Il se réunit au démarrage de chacune des phases de construction du document afin de valider la méthodologie et de spécifier les enjeux clefs en vue du comité de pilotage.

Le comité de pilotage est composé de toutes les parties prenantes du territoire en lien avec la transition écologique et énergétique, soit une vingtaine de structures. Il a pour but de

contextualiser les enjeux au regard des actions de chacune des structures et de valider les avancées dans la construction du document.

La CA TLP a demandé l'avis de la mission régionale d'Autorité environnementale d'Occitanie (MRAE d'Occitanie) en fournissant les éléments de diagnostic, de stratégie et le plan d'action 2019-2025 de son PCAET, le 6 août 2019. L'avis de la MRAE d'Occitanie a été fourni le 31 octobre 2019 et sera joint au dossier de consultation numérique citoyenne qui durera 30 jours. Ce n'est qu'après ces étapes consultatives et un dernier avis de l'Etat que la CA TLP pourra adopter son PCAET (janvier 2020).

En complément, la CA TLP a lancé en 2018 un diagnostic agricole et alimentaire visant à établir un programme d'actions cohérent et partenarial qui a été approuvé en juin 2019 pour un lancement opérationnel en 2020; l'alimentation est l'une des causes principales de nos émissions de gaz à effet de serre, si l'on prend en compte les émissions de gaz à effet de serre indirectes.

Concernant, les Territoires à Energie Positive pour la croissance verte (TEPcv), depuis 2015, plusieurs secteurs de notre agglomération sont un « Territoire à Energie Positive pour la croissance verte » : ex Grand Tarbes, ex CCPL et partie du PLVG (PETR Pays de Lourdes et de la Vallée des Gaves). Au travers de cette labellisation, notre territoire s'engage vers un nouveau modèle de développement plus sobre, plus économe en énergie et en émissions de gaz à effet de serre en aidant les habitants, les activités économiques, les transports ou bien encore les loisirs à être plus vertueux.

La volonté du plan d'actions est la mise en action du territoire vers une plus grande autonomie énergétique et le développement d'une économie sobre en carbone. A l'instar, la transition énergétique engage une large partie des acteurs du territoire dans un but commun qu'est « l'impérieuse nécessité de réduire les émissions de gaz à effet de serre ».

Il faut permettre à tous d'aller vers cette évolution profonde des modes de production et de consommation concernant l'énergie, les biens, les services et les espaces. C'est le passage d'un territoire consommant « toujours plus » à un territoire consommant toujours « moins et mieux ».

De nombreuses actions sont en cours ou terminées en matière d'éclairage public, rénovation thermique de bâtiments, aménagement de rues piétonnes, sensibilisation notamment dans les quartiers prioritaires « politique de la ville », acquisition de véhicules électriques ...

Chaque territoire TEPcv peut être porteur d'un programme d'économies d'énergie dès lors qu'il est éligible au dispositif des Certificats d'Economies d'Energie (CEE). Les dépenses éligibles sont les dépenses réalisées pour des travaux d'économies d'énergie effectués sur le patrimoine des collectivités territoriales dans la limite d'un plafond et pour les opérations d'économies d'énergie listées dans l'arrêté programme «Économies d'énergie dans les TEPcv» .

Sur la base du plan d'actions du PCET du Grand Tarbes, le territoire a été lauréat de l'appel à projet du Ministère de l'Environnement en octobre 2015, au même titre que la Communauté des communes du Pays de Lourdes en mai 2016 et le PETR Pays de Lourdes et de la Vallée des Gaves en décembre 2016.

Sur le territoire de la CA TLP, les actions issues de TEPCV représentent 9 millions de travaux ou d'animations dont 4 millions d'aides alloués (3.2 TEPCV et 0.8 Région/Europe). La date limite de réalisation des actions sur le territoire est fixée au 30 décembre 2019.

Le tableau de suivi des actions est consultable auprès du chargé de mission « énergie » de la CA TLP.

I – 1 – 2 Au regard de la cohésion sociale et de la solidarité entre les territoires et les générations:

Tarbes Lourdes Pyrénées est engagée dans plusieurs démarches liées à la solidarité entre les territoires et à l'aménagement de l'espace :

- Le Programme Local pour l'Habitat (PLH) de l'ex Grand Tarbes

Approuvé en 2013, le PLH s'est achevé le 31 décembre 2018.

Toutefois, de nombreuses actions se poursuivent en 2019, notamment celles visant à répondre aux enjeux n°1 « *Un développement de l'habitat en phase avec les objectifs de développement durable* » et n°5 « *Favoriser l'efficacité énergétique* » : poursuite des opérations programmées d'amélioration de l'habitat (*voir plus bas*), réhabilitation du parc de logements locatifs sociaux (plus de 750 logements du parc public ont pu bénéficier, depuis 2013, de subventions de l'agglomération dans le cadre de travaux de rénovation énergétique des bâtiments), partenariat renforcé avec les acteurs du logement et la démarche Plan Climat Air énergie Territorial (PCAeT) dans la lutte contre la précarité énergétique, etc...

Comme l'article L.302-3 du code de la construction et de l'habitation le dispose, la communauté d'agglomération Tarbes-Lourdes-Pyrénées a réalisé un bilan final du PLH qui a été transmis au représentant de l'Etat et au Comité Régional de l'Habitat et de l'Hébergement.

En 2019, le volet Habitat a été intégré aux réflexions autour de la démarche engagée pour la réalisation du PLUi afin d'avoir un document stratégique qui pose les principes et les objectifs d'une politique communautaire en matière d'habitat à l'échelle du nouveau périmètre intercommunal : amélioration du parc de logements existant, répartition harmonieuse du logement social, prise en compte des publics fragiles, approche environnementale de l'habitat, etc...

- La politique de la ville

- La politique de la ville se décline à travers deux contrats de ville, sur les territoires de l'ex Grand Tarbes et de Lourdes, signés le 26 juin 2015, pour la période 2015/2020. Le GIP Politique de la ville TLP, réunissant l'Etat, le Conseil départemental, la CATLP et la CAF, est porteur de la stratégie partagée ; il mutualise les moyens financiers et est chargé de la mise en œuvre de ces Contrats de ville.

Un peu moins de **10 000 habitants** vivent dans des quartiers politique de la ville de l'agglomération, tels que définis par la loi du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion urbaine en :

- 4 Quartiers Prioritaires à la Ville (QPV) : 3 sur Tarbes (Tarbes Nord, Tarbes Est, Tarbes Ouest) et 1 sur Lourdes (Ophite) ;
- 2 quartiers en veille active (QV), situés à Aureilhan (Arreous/Courreous/Agau) et Lourdes (Lannedarré/ Turon de Gloire/ Biscaye/Astazou), sur lesquels les indicateurs de précarité sont identiques à ceux des QPV pour une population inférieure au seuil réglementaire.

La population habitant les QPV et QV représente en 2019 :

- A l'échelle du département des Hautes-Pyrénées : 4.3 % ;
- A l'échelle de la CA TLP : 8.2% ;
- A l'échelle communale : 17.7 % de la population de Tarbes, 8.5% de la population de Lourdes (15 % en comptant la population du quartier de veille) et 6.6% de la population d'Aureilhan (données INSEE 2015).

La durée des Contrats de ville a été prolongée jusqu'en 2022 par la loi du 28 décembre 2018 de finances pour 2019, le Protocole d'engagements renforcés et réciproques 2019 / 2022 constituant le cadre de rénovation des Contrats de ville jusqu'en 2022.

Localement, la rénovation des Contrats de ville prend ainsi la forme :

- du « Protocole d'engagements renforcés et réciproques en matière de politique de la ville pour 2019 / 2022 », qui tient lieu d'avenant n°2 au Contrat de ville du Grand Tarbes ;
- du « Protocole d'engagements renforcés et réciproques en matière de politique de la ville pour 2019 / 2022 », qui tient lieu d'avenant n°1 au Contrat de ville de Lourdes.

Ces Protocoles sont la concrétisation d'un travail partenarial mené de septembre 2018 à juin 2019 et associant les partenaires institutionnels signataires des Contrats de ville, les associations, les entreprises signataires du PAQTE et les six conseils citoyens. Il s'appuie sur la collecte de données quantitatives et qualitatives et sur les échanges lors de groupes de travail multiples. Plus de 300 contributions ont ainsi été recueillies.

Contrat-cadre unique, le Contrat de ville réunit un ensemble d'objectifs visant au développement social, urbain et durable des quartiers de la politique de la ville (QPV). Il est organisé autour de 4 grands piliers :

- cadre de vie et renouvellement urbain
- emploi et développement économique
- cohésion sociale
- priorités transversales (participation des habitants, égalité hommes/femmes, lutte contre les discriminations).

Parmi les actions menées en 2019 en matière de développement durable, on peut citer :

- les jardins partagés sur quatre quartiers prioritaires, dans le cadre d'une dynamique initiée par des habitants ou associations,
- l'organisation d'une résidence artistique de territoire autour des jardins partagés, intitulée « Retrouvailles » (plus de 200 participants), pilotée par le GIP et cofinancée par la DRAC,
- la participation de familles au programme « Bio pour tous »,
- la sensibilisation aux éco-gestes et plus largement à la nature par le CPIE,
- le programme d'installation de conteneurs enterrés pour les déchets ménagers (ordures ménagères et tri emballages et papiers, tri du verre...) par l'OPH 65,
- la démarche de Gestion urbaine et sociale de proximité sur Bel Air, initiée par le conseil citoyen, centrée notamment sur la question du tri et des encombrants,
- des actions menées autour de la promotion du vélo par Wimoov et l'ODS,...

- Le Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain (NPNRU)

Il constitue le volet urbain des Contrats de ville.

Deux QPV ont été identifiés comme quartiers d'intérêt régional : Ophite (à Lourdes) et Bel Air (à Tarbes). Sur ces deux quartiers, les études de préfiguration NPNRU, auxquelles les habitants sont associés, sont toujours en cours. Elles ont toutefois déjà permis de définir plusieurs scénarii possibles d'évolution de ces quartiers à travers les piliers d'intervention suivants :

- Bel-Air : intégration du quartier au centre-ville par des actions de désenclavement ; mise en valeur du potentiel paysager des espaces publics ; déspecialisation des formes d'habitat ; soutien aux copropriétés.
- Ophite : amélioration des conditions de vie et d'accueil des habitants ; meilleure répartition de l'offre de logements dans l'agglomération ; traitement des risques sismiques ; meilleure intégration de la RD821 dans le respect du cadre de vie ; sécurité des habitants et accueil des touristes ; développement des projets innovants.

Les deux études déboucheront sur des plans d'actions qui formeront les projets de renouvellement urbain.

Enfin, les deux projets NPNRU s'articuleront avec les démarches Action Cœur de Ville et OPAH-RU, également engagées, qui permettront de traiter de façon complémentaire la question de la réhabilitation des parcs de logements publics et privés.

- Les Opérations Programmées d'Amélioration de l'Habitat (OPAH)

Jusqu'en octobre 2019, l'ensemble du territoire intercommunal était couvert par plusieurs opérations programmées d'amélioration de l'habitat : le Programme d'Intérêt Général (PIG) de l'ex Grand Tarbes, l'OPAH Gabas-Adour-Echez et l'OPAH du Pays de Lourdes et des Vallées des Gaves.

Dans le cadre de ces opérations, plus de 600 logements ont bénéficié de subventions, principalement pour des travaux de lutte contre la précarité énergétique ou d'adaptation à la perte d'autonomie.

Fin 2019, ces 3 programmes ont été regroupés en un seul et même dispositif : l'opération programmée d'amélioration de l'habitat Tarbes-Lourdes-Pyrénées (OPAH TLP).

Comme pour les précédentes opérations, cette OPAH est dédiée à la réhabilitation des logements du parc privé autour des priorités affichées par l'Agence Nationale de Habitat, à savoir :

- la lutte contre l'habitat indigne,
- l'efficacité énergétique,
- l'adaptation des logements à la perte d'autonomie,
- l'amélioration de logements locatifs dégradés et la production d'une offre locative privée à loyer maîtrisé.

L'objectif est de déposer 160 dossiers par an auprès de l'ANAH.

- L'Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat (OPAH-RU) de Lourdes

L'étude pré-opérationnelle, lancée en 2018, a permis d'identifier une nécessaire intervention de l'habitat selon les 5 axes suivants :

- la revalorisation d'image et la redynamisation de secteurs identifiés comme prioritaires,
- la prise en compte de la concentration des problématiques de mal logement et de logement déqualifié,
- la valorisation du potentiel résidentiel fort (qualité du cadre de vie...),
- la présence d'îlots dégradés présentant des dysfonctionnements et des problématiques aiguës en terme de bâti et d'aménagement urbain,
- la présence d'îlots stratégiques pouvant donner lieu à de réelles opportunités.

Une convention, basée sur les résultats de l'étude pré-opérationnelle, vient marquer l'engagement de l'ensemble des partenaires (communauté d'agglomération, ville de Lourdes, Etat, Département des Hautes-Pyrénées, Région Occitanie et SACICAP Toulouse Pyrénées) à travers un programme d'actions.

Les objectifs quantitatifs, dédiés aux priorités de l'ANAH et affichés dans la convention, ont été fixés à 40 logements par an.

Parallèlement, le volet rénovation urbaine permettra le traitement d'îlots dégradés situés en cœur de ville, par des opérations croisées d'aménagement et de requalification de l'habitat.

- Nouveau règlement d'intervention financière en faveur de l'habitat

En 2019, la CATLP a poursuivi son action en matière de politique volontariste sur l'habitat. Afin de favoriser l'émergence de nouveaux projets de requalification du parc de logement, le conseil communautaire a, par délibération du 26 juin, reconnu d'intérêt communautaire, au

titre de sa compétence Equilibre social de l'habitat, les interventions financières en faveur de l'habitat privé, pour les propriétaires bailleurs, dans le cadre des Opérations programmées d'Amélioration de l'Habitat (OPAH) et des Opérations de Revitalisation du Territoire (ORT). Les modalités d'intervention financière ont été précisées dans le cadre d'un nouveau règlement d'intervention, approuvé par délibération du 25 septembre. La CA TLP poursuit ainsi son soutien en faveur de l'amélioration du parc de logement existant en accordant des aides financières, sous forme de primes et/ou de subventions, aux propriétaires bailleurs.

- Prévention des risques

I – 1 – 3 Au regard de la préservation de la biodiversité, des milieux et des ressources:

Tarbes-Lourdes-Pyrénées a la compétence « sentiers de randonnée » depuis août 2017. Après l'état des lieux des sentiers de randonnée « communautaires » préexistants en 2017, cette année a permis d'assurer leur entretien à notre nouvelle échelle.

Ainsi, l'agglomération entretient près de 600 kilomètres de sentiers, balisés, qui sont dans différents milieux naturels : forêts, coteaux, plaine, ... L'aménagement du CaminAdour, en berge droite de l'Adour, de Soues à Bazet, a été conçu, en partenariat avec les utilisateurs et dans le respect de la charte Natura 2000, signée en juin 2011.

Cette charte Natura 2000 a pour objectif la préservation des espèces et des milieux naturels liés au fleuve Adour. Sa mise en application concerne la sensibilisation, la formation des agents d'entretien et la réalisation de prescriptions techniques permettant des travaux plus respectueux correspondant aux choix d'aménagement.

Ces aménagements « piétons-cycles et personnes à mobilité réduite » favorisent l'accès pour tous à un environnement de qualité, géré durablement (sans utilisation de produits phytosanitaires par exemple). Pour partie, les milieux naturels concernés sont mentionnés dans le Schéma Régional de Cohérence Ecologique, schéma qui détermine les trames vertes et bleues en région Occitanie.

Dans nos zones d'activités, le maintien des espèces faunistiques et floristiques est pris en compte. Les mesures compensatoires sont étudiées pour recréer sur site des milieux, transplanter des espèces végétales ...

En terme d'élimination des déchets ménagers et assimilés, Tarbes Lourdes Pyrénées a transféré sa compétence, de manière effective le 1^{er} mars 2017, au Syndicat Mixte de l'Agglomération Tarbaise (SYMAT) qui lui-même est membre du Syndicat Mixte de Traitement des Déchets (SMTD65).

I – 1 – 4 Au regard de l'épanouissement de tous les êtres humains:

Tarbes Lourdes Pyrénées a désormais la compétence « Urbanisme » notamment en terme de planification ; deux PLUI sont en cours :

Le **PLUi du canton d'Ossun**, initié par la CCCO en décembre 2014 et poursuivi par la CATLP depuis le 1^{er} janvier 2017, comporte un projet d'aménagement et de développement durables (PADD) qui a été débattu en conseil communautaire du 28 septembre 2017.

Ce PADD présente, dans ses orientations générales des objectifs et des actions qui s'inscrivent dans les objectifs de développement durable :

- préserver et améliorer la qualité de l'eau
- accompagner l'amélioration de l'habitat
- permettre le développement des énergies renouvelables
- poursuivre et affiner la gestion durable des déchets
- développer le covoiturage et faciliter l'usage des transports en commun
- encourager l'implantation de nouveaux sites d'exploitation agricole permettant de favoriser le développement des filières en circuits courts
- accorder le développement des activités humaines dans le respect des espaces environnants
- préserver les espaces boisés et les espaces naturels remarquables
- maintenir et restaurer les continuités vertes et bleues
- prendre en compte l'existence des risques et des nuisances
- garantir l'exemplarité du territoire en matière de maîtrise de la consommation énergétique

Le **PLUi du Pays de Lourdes**, initié par la CCPL en décembre 2015 et poursuivi par la CATLP depuis le 1^{er} janvier 2017, comporte un projet d'aménagement et de développement durables (PADD) qui a été débattu en conseil communautaire du 19 décembre 2018.

Ce PADD présente, dans ses orientations générales des objectifs et des actions qui s'inscrivent dans les objectifs de développement durable :

- promouvoir les nouveaux modes d'exploiter et de commercialiser au niveau agro-alimentaire, en lien avec le futur Projet Alimentaire Territorial
- contribuer à une bonne gestion de la forêt publique ou privée et participer au développement de la filière bois.
- affirmer l'eau comme ressource possible afin de participer à la mutation énergétique.
- permettre la mise en place de sites spécialisés dans la production d'énergies renouvelables.
- assurer la protection des réservoirs de biodiversité de la trame verte et bleue locale et plus particulièrement les boisements et les zones humides.
- maintenir et renforcer les corridors écologiques qui relient les réservoirs de biodiversité.
- préserver des espaces de jardins en cœur urbanisé.
- réfléchir à la possibilité de création d'aires de co-voiturage
- assurer le maintien des transports en commun.
- développer le réseau de déplacements doux cohérent pour un usage quotidien.
- encadrer les conditions d'urbanisation pour limiter l'exposition de la population dans les secteurs à risques.

Tarbes Lourdes Pyrénées, par ses compétences, essaie de contribuer de manière indirecte à la santé des populations.

En termes d'équipements culturels et sportifs, nous multiplions les actions afin de favoriser un accès facile, pour tous, à des tarifs attractifs : bibliothèques, écoles de musique, piscines, maison des arts martiaux, maison de l'escrime ...

Un schéma directeur des équipements sportifs définit les attentes et les besoins sur le territoire.

Tarbes Lourdes Pyrénées participe également au financement de la scène nationale du Parvis afin de proposer une offre variée et de qualité pour tous les habitants.

Par ailleurs, certaines communes du nord de notre territoire agissent dans le cadre d'un programme d'éducation au développement durable de la ville de Tarbes qui concerne le dernier cycle des écoles primaires du nord de notre territoire. Ce projet permet aux élèves d'accéder à des connaissances sur l'énergie, les déchets, l'eau et l'assainissement,

l'alimentation, la santé et la biodiversité. Ce dernier thème est abordé, entre autres, par le biais d'animations sur le CaminAdour.

Concernant l'emploi et l'accès pour tous à des offres directes de la part des partenaires du territoire (entreprises, administrations ...), une politique sociale de tarification des transports est en place avec l'adoption de différentes mesures visant toutes à permettre l'accès aux transports collectifs de personnes en difficultés, ceci dans une logique de solidarité.

En complément des éléments cités ci-dessus, nous contribuons donc à l'épanouissement de tous et à la satisfaction des besoins essentiels par nos politiques en termes de logement, d'opération de renouvellement urbain, de déplacements, de gestion d'itinéraires de randonnée, de suivi de la pollution atmosphérique etc.

I- 1 – 5 Au regard d'une dynamique de développement suivant des modes de production et de consommation responsables :

Les choix de localisation et d'aménagement de nos parcs d'activités, existants ou en cours, sont cohérents avec le respect de la biodiversité.

Le développement responsable passe par une démarche de production et de consommation adaptées en termes d'environnement et de politique sociale.

Dans ce cadre, le Conseil Communautaire a approuvé son programme d'actions du projet Alimentaire Territorial.

- Projet Alimentaire Territorial

L'agriculture constitue un enjeu majeur pour le territoire du Tarbes-Lourdes-Pyrénées par son importance économique (961 exploitations), par son rôle structurant des paysages, par rapport aux problématiques dans la préservation des ressources naturelles et également en raison de fortes attentes sociétales en matière d'alimentation.

Mais depuis l'élargissement de l'intercommunalité en 2017, cet enjeu est encore plus prégnant afin d'offrir un cadre de vie de qualité et durable pour les habitants de l'agglomération.

Dans le contexte national et régional des Etats généraux de l'alimentation et des orientations en matière de changement des modes de production, Tarbes-Lourdes-Pyrénées souhaite affirmer son engagement sur les enjeux agricoles et alimentaires.

L'affirmation de cette volonté au niveau communautaire est d'autant plus nécessaire face à un contexte international qui fragilise les modes de production durable, qui remet en cause la santé des populations et la qualité de l'environnement.

Ainsi, l'agglomération a engagé depuis 2017 des initiatives multi partenariales et plusieurs dispositifs pour promouvoir l'ensemble des filières : appel à projets filière agricole et agro-alimentaire, intégration de cette thématique au sein du PCAET, réalisation d'un diagnostic agricole et alimentaire, analyse des acteurs de l'alimentation, , déploiement du dispositif « La bio pour tous », définition d'une ZAE thématisée « Cap Pyrénées » ainsi que les enjeux culturels, sanitaires et environnementaux, etc.

Au regard des nombreuses réflexions engagées sur tous les aspects de la filière agricole, du champ à l'assiette, et considérant la volonté de poursuivre une politique de développement d'une agriculture durable pour la profession, l'environnement et la santé de tous, cette délibération cadre a pour objectif de fixer le programme d'actions du Projet alimentaire territorial porté par la Communauté d'agglomération Tarbes-Lourdes-Pyrénées autour de 5 enjeux :

Préservation des ressources et développement équilibré des espaces
Pérennité de l'économie agricole et agroalimentaire du territoire
Accessibilité à une alimentation de qualité pour tous (population précaires, lieux d'achat pour tous, accessibilité bio/local, question des seniors)
Développer une culture alimentaire et gastronomique locale
Mettre en œuvre une gouvernance locale de la stratégie du PAT

Et structurés en 9 axes stratégiques :

Orienter les facteurs de production agricole (exploitations, foncier, eau) pour répondre aux besoins et les piloter
Développer la création de valeur ajoutée au stade production agricole et la diversification pour répondre aux besoins
Consolider et développer la création de valeur ajoutée par la transformation
Accompagner l'élévation de la qualité de la restauration et développer un tourisme gastronomique
Accompagner le développement des produits locaux dans la restauration collective
Assurer l'accès des populations en difficultés à des produits locaux et sains
Faire évoluer les pratiques alimentaires des consommateurs
Assurer des relations équilibrées entre les acteurs des filières
Structurer une gouvernance du PAT en distinguant Politique/Technique/Financier

Ce programme doit permettre d'accompagner les mutations du secteur agricole et du système alimentaire vers des pratiques qualitatives et durables auxquelles s'ajoutent des objectifs opérationnels.

Par exemple, notre démarche environnementale est une partie intégrante de nos projets de réhabilitation et construction de bâtiments, de création de zones d'activités ... tant dans la conception que dans la réalisation et le suivi (réalisé en interne) : demande d'intégration d'énergies renouvelables, de tri des déchets, de limitation de la consommation d'eau, d'utilisation des eaux pluviales ...

La politique de soutien au pôle universitaire tarbais est également orientée vers le déploiement de l'innovation durable : ainsi, dans le cadre du Contrat de plan Etat-Région (CPER), la construction du nouveau département Génie civil et construction durable (GCCD) de l'IUT de l'Université Paul Sabatier. Ce département offre des débouchés dans le secteur du bâtiment, en y intégrant les nouveaux processus de construction durable.

Le fonds « Entrepren@ Recherche » se destine aussi à des projets de recherche sur le développement durable en soutenant différentes thèses, par exemple sur l'implication de chacun dans la transition énergétique et durable.

Nous intégrons enfin, chaque fois que c'est possible, des clauses d'insertion sociales dans nos différents marchés favorisant ainsi une économie locale et solidaire en faisant appel à des associations et/ou entreprises d'insertion.

I – 2 Modalités d'élaboration, de mise en œuvre et d'évaluation

I – 2 - 1 Modalités d'élaboration des actions, politiques et programmes :

Tarbes Lourdes Pyrénées est constitué d'un conseil communautaire de 133 délégués et d'un bureau communautaire de 55 délégués où se discutent les grandes orientations en termes d'actions et de politiques à mettre en œuvre. Les élus élaborent de manière concertée le programme pluriannuel d'investissement, véritable calendrier des grands projets à mener. 23 commissions réunissant élus et techniciens travaillent par compétence sur les politiques à mener (développement économique, finances, politique de la ville ...).

Lorsqu'il s'agit de politiques et programmes tels que le PDU, le PLH, le PCAET ..., des comités de pilotage sont créés et largement ouverts aux partenaires « extérieurs » : services de l'Etat, organismes parapublics (Agence de l'Eau Adour Garonne, ADEME, OPH...), chambres consulaires, autres collectivités territoriales ...

En outre, le Conseil de Développement est appelé à donner son avis sur certains thèmes, comme le développement économique ou autre compétence, en tant que représentant des « forces vives » du territoire (entreprises, associations, ...).

I – 2 – 2 Modalités de mise en œuvre et de suivi

Tarbes Lourdes Pyrénées est un Etablissement Public de Coopération Intercommunal à Fiscalité Propre (EPCI FP). De ce fait, la mise en œuvre des politiques choisies par les élus est essentiellement réalisée par les différents services, coordonnés en cela par le directeur général des services.

Il est fait régulièrement appel à des assistants à maîtrise d'ouvrage, des maitres d'œuvres, des prestataires de services ou à des associations d'insertion pour la mise en œuvre de certaines actions ou projets.

Sur des dispositifs, tels que le PDU, le PLH, le NPNRU, le PCAET, les PLUI ...des comités techniques (COTECH) et comités de pilotage (COPIL) sont organisés afin de mener à bien les études, les projets, les programmes ...

Pour ce qui est du suivi, des réunions de services, de COPIL et de COTECH permettent de suivre le déroulement des actions, programmes et projets. Ils peuvent être ouverts aux partenaires extérieurs en fonction des sujets abordés.

I – 2 – 3 Modalités d'évaluation :

A mi-parcours et à la fin des différents programmes en cours (ORU, PCAET ...), il est réalisé une évaluation des actions menées et de leurs effets par rapport aux objectifs déterminés suite aux différents états des lieux.

I – 2 – 4 Modalités d'amélioration continue:

Ces évaluations permettent de vérifier les résultats obtenus, en fonction des objectifs fixés. Tarbes Lourdes Pyrénées analyse en interne ces politiques puis les transmet aux autres partenaires concernés, via les COPIL ou le conseil de développement, pour information et/ou avis.

II - La collectivité exemplaire et responsable

II-1 Bilan des actions conduites au titre de la gestion du patrimoine, du fonctionnement et des activités internes à Tarbes Lourdes Pyrénées

II – 1 - 1 Evolution des valeurs et des comportements dans la gestion de la collectivité:

Tarbes Lourdes Pyrénées s'est engagé sur l'évolution et l'acceptation des bonnes pratiques de notre EPCI comme des communes membres.

Des actions concrètes sont également menées:

- sur les déchets : tri effectif des déchets ...;

- arrêt de l'utilisation de produits phytosanitaires et achat de matériel alternatif, comme un brûleur thermique pour le désherbage, par les services environnement et équipements sportifs.

II- 1- 2 Intégration des engagements de développement durable à travers la commande publique :

Tarbes Lourdes Pyrénées poursuit l'engagement des anciennes structures, comme le Grand Tarbes qui menaient une politique d'intégration des clauses sociales dans ses marchés.

Les programmes qui pourront se développer dans le cadre du NPNRU devront également comporter une part importante de clause d'insertion, en veillant à ce que celle-ci bénéficie en priorité aux habitants des quartiers transformés afin qu'ils soient co-acteurs de ce renouvellement urbain.

Le volume « heures clauses sociales » (Art L2112-2 & Art L2113 ou R2123) généré et / ou engagées par les opérations de marchés publics des donneurs d'ordre oeuvrant sur le territoire de Tarbes Lourdes Pyrénées représente 51 % du total des heures générées sur le territoire des Hautes-Pyrénées en 2019.

A noter qu'en 2019 comme en 2018, les collectivités de CATLP se mobilisent fortement sur le recours aux clauses sociales et / ou aux Structures d'Insertion par l'Activité Economique (SIAE) : communes de Tarbes, Séméac, Aureilhan, Ibos, Orleix, Lourdes, Barbazan Debat ...

Les heures produites par la Communauté d'agglomération Tarbes Lourdes Pyrénées en 2019 sont les suivantes :

Marchés de services : 455h en entretien des espaces libres, 105 heures en entretien / nettoyage des locaux, 3150 heures en entretien du Quartier Arsenal à Tarbes et 3760 heures en entretien du Camin'Adour (ces 2 dernières prestations sont contractualisées dans le cadre de marchés de services d'insertion et de professionnalisation (Art R2123).

Outre une offre qualitative à destination des publics précarisés, les marchés d'insertion et de professionnalisation permettent de maintenir et de développer une possibilité d'activité significative en direction de structures d'insertion par l'activité économique.

En sus, des travaux ponctuels sont réalisés avec les structures d'insertion (ex : ramassage de déchets sur parkings : 208 heures)

Marchés de Travaux : Dans le cadre des aménagements portés par TLP deux marchés de travaux sont « clausés » en 2019 :

- La réhabilitation d'une aire de Gens du voyage à hauteur de 105 heures d'insertion
- La réhabilitation du Bâtiment 313 sur le site Arsenal : plus de 2000 heures estimées

De façon systématique, le service « marchés » de Tarbes Lourdes Pyrénées étudie, en collaboration avec le « chargé de mission clause sociale » du département des Hautes Pyrénées, toutes les possibilités d'inclure des clauses sociales dans les marchés.

L'engagement soutenu des donneurs d'ordre présents sur le territoire de CATLP (bailleurs sociaux, services marchés de l'Etat, de la Région Occitanie, du Département 65, des syndicats mixtes) permet de maintenir un volume d'heures insertion suffisant pour avoir un effet sur l'emploi du bassin.

Les résultats en termes de parcours d'insertion et d'accès à l'emploi des publics mobilisés sur les marchés de la CATLP sont analogues à ceux affichés sur le reste du territoire départemental (résultats qualitatifs constants sur 2019).

D'un point de vue « environnemental », il est demandé régulièrement, en termes d'achats, des produits labellisés (EX : papier certifié PEFC), issus de matériaux recyclés, respectant des normes de production respectueuses de l'environnement (EX : papier des imprimantes et des photocopieurs).

II– 1–3 Gestion durable du patrimoine de la collectivité :

Tarbes Lourdes Pyrénées agit sur son patrimoine et poursuit son effort en fonction de différents diagnostics des bâtiments

Depuis 2009 et les lois Grenelle, les établissements recevant du public doivent réduire les consommations d'énergies d'au moins 38 % d'ici 2020. A cette fin, l'Etat incite les collectivités territoriales, dans le respect de leur administration, à engager un programme de rénovation de leur patrimoine visant à réaliser des économies d'énergie.

Sur la base d'audits énergétiques réalisés sur les bâtiments des anciennes structures, Tarbes Lourdes Pyrénées a renforcé leur isolation (murs, toitures, fenêtres ...), optimisé leur consommation d'énergies et réduit sa consommation d'énergie

- Bâtiments :

La fourniture d'énergie

Afin d'optimiser les coûts d'approvisionnement en électricité, le Syndicat Départemental d'Energie des Hautes-Pyrénées (SDE) est le coordonnateur du groupement de commandes pour l'acheminement et la fourniture d'énergie. Ce groupement rassemble 84 acheteurs publics dont Tarbes Lourdes Pyrénées.

Afin d'optimiser les coûts d'approvisionnement en gaz naturel, Tarbes Lourdes Pyrénées a pris la décision d'inclure le groupement de commande pour l'acheminement et la fourniture de gaz naturel. EDF, fournisseur du marché qui se terminera le 31/12/2019 a été retenu fournisseur pour la période 01/01/2020 - 31/12/2021 suite à la mise en concurrence au cours de l'été 2019. Ce groupement est composé de 46 communes de notre territoire desservies par le réseau de distribution de gaz naturel et les équipements de l'ex Grand Tarbes, soit 246 équipements publics. Le groupement de commande est ainsi de 30GWh, soit la consommation annuelle en gaz naturel de 2 000 maisons individuelles.

Afin d'optimiser les coûts d'approvisionnement en électricité, Tarbes Lourdes Pyrénées a pris la décision d'inclure le groupement de commande pour l'acheminement et la fourniture d'électricité. Total Direct Energie est le fournisseur titulaire pour la période 01/01/2019 au 31/12/2021.

La consommation d'énergie et d'eau

Sur les trois piscines du secteur nord, la consommation d'eau a été divisé par trois en trois ans grâce un suivi quotidien de la consommation d'eau par les agents. En sensibilisant sur le niveau de consommation et en impliquant les techniciens, nous avons réussi à mettre en place de nombreuses mesures correctives et proposer des investissements permettant cette réduction significative.

Le déploiement de la gestion technique des bâtiments permet de piloter en temps réel et à distance le fonctionnement du chauffage, de la climatisation, de la ventilation des bâtiments et les consommations sur les piscines. Tout cela permet d'apporter la juste quantité d'énergie ou d'eau au bon moment, afin d'assurer le confort nécessaire aux utilisateurs. Les équipements concernés par ces suivants de GTC:

- Les piscines: centre nautique Paul Boyrie, Michel Rauner, Tournesol et la piscine Alexandre Marqui
- La maison des Arts Martiaux
- La maison de l'Escrime
- Le conservatoire Henri Duparc
- Le siège du Grand Tarbes.

- Maison Régionale EPO (Espace Pyrénées Occitanie).
- Le Télésite
- La médiathèque Louis Aragon
- Ecole de musique de Séméac
- Téléport 1 et 2 (travaux au cours de l'hiver 2019-2020)
- Téléport 3 : modification du paramétrage de gestion au cours de l'été 2019
- Téléport 4 : (travaux pour l'automne 2019)

- Eclairage public :

En moyenne, la facture de l'éclairage public pour une commune représente 40% de sa facture totale d'électricité. Toutefois pour les petites communes de moins de 2 000 habitants la part peut atteindre plus de 60%. Il s'agit donc d'un gisement d'économie particulièrement important.

Avec le concours du SDE des Hautes-Pyrénées et de l'IUT de Tarbes, des diagnostics de l'éclairage public sont réalisés annuellement. Ils permettent aux communes de disposer d'un état des lieux de leurs installations et de déterminer les champs d'amélioration.

Ainsi, les communes concernées peuvent faire des économies financières et lutter contre la pollution lumineuse en accord avec les principes de la Réserve Internationale du Ciel Etoilé du Pic du Midi de Bigorre. Au travers de l'appel à projets TEPcv, de nombreuses communes de notre territoire ont acté plusieurs projets de rénovation basse consommation de leur éclairage public, et ce afin de lutter contre la pollution lumineuse.

Tous ces projets représentent près de 4 500 points lumineux qui vont être rénovés ce qui devrait permettre de baisser leur consommation d'au moins 50%. Les deux maîtres d'ouvrages sont le SDE des Hautes-Pyrénées et la commune de Tarbes.

Au travers de la gestion des Zones d'Activités Economique, la CA TLP a directement sous sa responsabilité 1276 points lumineux. Cet entretien de l'éclairage public est assuré par le Syndicat Départemental d'Energies des Hautes Pyrénées au travers d'une convention qui vise à garantir le bon fonctionnement mais également à réduire la pollution lumineuse grâce à un renouvellement des points lumineux. Il est prévu que tous les points lumineux des ZAE soient renouvelés en 4 ans.

II – 2 Modalités d'élaboration, de mise en œuvre et d'évaluation des actions conduites au titre de la gestion du patrimoine, du fonctionnement et des activités internes de la collectivité

Les modalités d'élaboration des actions, de mise en œuvre et de suivi, d'évaluation et d'amélioration continue ont été présentées aux paragraphes III-2. En complément, concernant le fonctionnement de la collectivité, des réunions de directions permettent de réaliser le suivi des actions, programmes et projets entre le directeur général des services, le directeur général adjoint des services et les responsables de services et d'équipements.